

FUKUSHIMA PARADISE

Avec Fukushima, le nucléaire a encore montré de quoi il est capable. Des irradiés de la première heure, à commencer par des liquidateurs, crèvent toujours de façon plus ou moins rapide. De manière plus sournoise, des pathologies, à commencer par des malformations dues aux mutations engendrées par les radiations, touchent bon nombre d'êtres humains et non humains, déjà dans la préfecture de Fukushima. Des mutations pathogènes qui, en partie au moins, sont transmissibles aux générations futures, comme le montre l'évolution catastrophique d'espèces à reproduction rapide, tels les papillons de la région, même lorsqu'ils vont vivre ailleurs.

Aux dires de l'Etat nippon, la page de la catastrophe est tournée et il ne reste plus qu'à en gérer la sortie en douceur pour rétablir la situation antérieure. Il incite même les personnes déplacées à revenir vivre dans les zones les plus dévastées, au milieu des poubelles nucléaires, et lorsqu'elles renâclent, il leur coupe les vivres. Alors même que, au cœur des décombres de la centrale, le corium, composé pour l'essentiel du combustible fondu tombé dans les sous-sols, reste actif, comme en témoigne la mise hors service, en quelques minutes à peine, des automates envoyés pour l'analyser. Les mesures prises depuis des années ne le neutralisent pas. Pire, elles portent en elles la désolation, en dispersant des sources de radioactivité, dans le sol, dans l'air et dans l'eau.

Pourtant, au Japon même, les propriétaires des centrales, en collaboration avec l'Etat local, avec l'aide des autres Etats nucléaires et des institutions nucléaires supra-étatiques telles que l'AIEA, affirment que la mise en sommeil des centrales électronucléaires n'est que provisoire. Mais, de toute façon, le nucléaire recouvre bien d'autres choses

que l'électronucléaire. Ainsi, vu le rôle qu'il joue dans divers secteurs de la recherche comme source de puissance des Etats et du capital, les activités des centres de recherche, y compris des réacteurs de recherche, tel celui d'Ibaraki, dédié à la fusion nucléaire, n'ont jamais été suspendues. Elles sont indispensables pour mettre en œuvre les programmes nucléaires civils et militaires d'ampleur mondiale. Les enjeux du nucléaire au Japon ne sont pas spécifiquement japonais.

C'est pourquoi les gestionnaires de Fukushima réaffirment ce que Rosen, chargé de la sécurité sanitaire à l'AIEA, affirmait après Tchernobyl: «Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme l'une des sources intéressantes d'énergie.» L'énergie, en particulier l'énergie nucléaire, c'est l'or de la domination. Donc, pas question d'arrêter la course à l'abîme, y compris en France. D'où la décision d'allonger de plusieurs décennies la durée de vie des centrales. D'où les tentatives de construire d'autres monstres nucléaires et thermonucléaires, comme ITER dont le gigantisme exclut la mise en œuvre dans le cadre de l'Etat nation. Supervisés par des institutions supranationales, ils sont financés par des sociétés et des Etats qui mobilisent des chercheurs de toutes les nationalités.

Pas question non plus de renoncer à la force nucléaire, moyen de destruction sans égal dans l'histoire. Elle est trop utile aux Etats qui la monopolisent. Par l'effroi de la solution finale par l'atome qu'elle inspire, elle leur permet de tenir en laisse leurs administrés respectifs, en jouant le rôle de protectrices face au danger qu'elles contribuent à créer. Elles ont commencé à mettre à la ferraille les missiles et les bombes dépassées de l'époque de la Guerre froide, mais elles n'ont pas hésité à arroser des régions entières à l'uranium appauvri, dès la première guerre du Golfe. Et elles tentent de créer des armes plus adaptées aux conditions actuelles des «guerres préventives».

Avec Fukushima, la «transparence» serait à l'ordre du jour, ce qui n'exclut pas la censure. C'est pourquoi l'AIEA préconise, malgré les réticences du pouvoir japonais qui gère la crise de façon traditionnelle, par le mépris des populations irradiées et la fin de non-recevoir

de leurs demandes, de prendre leur pouls et de faire mine de les associer au diagnostic. Tchernobyl avait montré qu'on ne peut plus leur mentir comme avant. Fukushima le confirme. Le mensonge par omission passe d'autant mieux qu'on y associe quelques vérités. La même AIEA, en collaboration avec les nucléocrates en blouse blanche de l'OMS, prétend donc surveiller l'évolution de la filière nucléaire et assurer la sécurité sanitaire des populations.

Leur objectif est clair: reconnaître, parmi les conséquences sanitaires, quelques cas impossibles à cacher, ce qui amène la population à accepter les autres, vu que personne ne sait par avance qui risque d'être touché, et dans quelles proportions; associer la même population à leur gestion au nom de la coresponsabilité du risque. Les gestionnaires des catastrophes nucléaires, ceux de nationalité hexagonale en tête, sont donc mobilisés pour mettre en œuvre au Japon les dispositifs qui ont déjà cours au Belarus et qui visent à apprendre aux premiers concernés à survivre en territoire contaminé. L'OMS ne reconnaît d'ailleurs pas l'origine nucléaire des maladies les plus différées et les plus diffuses qui découlent des catastrophes. Pour les plus irradiés par Fukushima, elle favorise la création de prétendus centres de soins, par exemple à Sensai, en réalité de centres d'expérimentation, où, à l'image de l'ABCC créée au Japon au lendemain de la capitulation dans la préfecture d'Hiroshima, ils seront parqués comme les irradiés de la Bombe. Magnifique laboratoire en plein air pour les adeptes de la médecine de catastrophe.

Face au désastre, les lobbies écologistes européens ressortent leurs propositions de réformes introuvables, tel le réseau Sortir du nucléaire qui, en France, propose la « planification de la sortie du nucléaire », associée à la mise en place « ambitieuse de l'éolien », l'ensemble prenant comme modèle la cogestion à l'allemande de la merde radioactive, dans laquelle les Grünen jouent le rôle de conseillers de Merkel. De tels cadavres politiques, dans des conditions où le capital ne réforme plus mais innove, jouent le rôle de liquidateurs préventifs de tentatives d'opposition effectives. Leurs propos fumeux restent sur le terrain qu'ils contestent à genoux : au problème social posé par

le nucléaire, ils opposent des solutions techniciennes, contribuant à perpétuer la domination qu'ils prétendent rejeter.

Le combat contre le nucléaire n'a de sens que comme partie intégrante de combats plus généraux, visant à subvertir le monde du capital et de l'Etat. A moins d'accepter d'être exposé pour longtemps à des radiations et à des catastrophes, au cours desquelles apparaît de façon paroxystique la fonction première de l'Etat : assurer la sécurité et la survie de la société par la négation de la liberté et de la vie des individus. La mise en situation d'urgence des populations indignées, atterrées, acculées, confinées, déportées, condamnées à crever et la neutralisation des rétifs, y compris par la fusillade, prévues par les plans d'urgence nucléaire, en France et ailleurs, en sont la preuve. Certes, jusqu'à aujourd'hui, la masse de nos contemporains préfère souvent ne pas y penser. Car le nucléaire est intégré à leur vie de tous les jours, particulièrement en France, sans lequel ils ne peuvent, en règle générale, imaginer vivre. La création d'oppositions de masse radicales au monde nucléarisé ne dépend donc pas que de poignées de rétifs. Pourtant, il est impossible de rester les bras croisés et ne pas engager le fer contre ce qui existe déjà et ce qui est en train d'advenir. A moins d'oublier en quoi consiste la liberté humaine et d'en rester à des réactions d'indignation morale, contre le nucléaire et le reste, bien trop courantes aujourd'hui.

**Lao Shi
Mars 2018**



Docteur Folamour